

Bertrand Romain, *Mémoires d'empire. La controverse autour du « fait colonial »*, Bellecombe-en-Bauges, éd. du Croquant, « savoir/agir de l'association raisons d'agir », 2006.

Alliant sa sensibilité aux affaires du monde colonial à sa compétence en sciences politiques, Romain Bertrand éclaire de manière originale la loi du 23 février 2005 dont les articles 4 et 13 ont particulièrement occupé l'actualité française en 2005. Il s'agissait, pour l'un, de préciser, entre autres, que « les programmes scolaires reconnaissent en particulier le rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord » et, pour l'autre, de permettre, notamment, aux anciens condamnés de l'OAS de bénéficier d'une réparation financière. Considérant que la loi, puis le débat public qui s'en est suivi, offrent un observatoire privilégié de la manière dont la société française construit sa relation au passé impérial, Romain Bertrand s'applique à en retracer la genèse, en décrivant notamment les rencontres avec les conjonctures politiques, sociales et universitaires des années 2000-2005. Il pointe en particulier l'importance d'un petit groupe de députés dont la principale caractéristique n'est pas l'appartenance politique mais plutôt la jeunesse en politique nationale : acteurs de la vie politique locale, habitués à négocier avec des lobbys divers à ce niveau, ils ne sont arrivés à l'assemblée nationale qu'en 2002 et n'auraient pas complètement acquis les habitudes de cet échelon, y important une conception plus locale du politique – à quoi s'ajoute un souci de distinction vis-à-vis de leurs aînés parlementaires. Cela lui permet de dénoncer très nettement un mythe politique solidement ancré : l'existence d'un vote pied-noir qui pourrait faire ou défaire des carrières politiques. De la nécessaire distinction entre un lobby et un vote...

L'auteur montre aussi que le vote de la loi du 23 février 2005 peut être lu à la convergence de deux tendances croissantes depuis les années 1990 : une victimisation croissante du passé accompagnée de sa dépolitisation, d'une part, et, d'autre part, un regain d'audience des partisans les plus radicaux de l'Algérie française mettant en avant leur martyre et leur gloire. C'est, in fine, une mutation au sein de la droite française qui explique le succès de l'initiative de quelques uns, mutation caractérisée notamment par le déclin du sentiment anti-OAS au sein du gaullisme et une plus grande perméabilité à certains thèmes de la droite extrême.

Quant à la réception de cette loi, l'auteur pointe la manière dont elle a contribué à faire écho à « l'appel des indigènes de la République ... », inscrit pourtant dans un tout autre agenda : elle a paru en définitive confirmer le diagnostic d'une société et d'un Etat français encore coloniaux. Romain Bertrand rappelle ici la manière dont, durant l'année 2005, la colonisation est devenue le *deus ex machina* des problèmes sociaux des quartiers défavorisés, pourvu qu'ils soient habités par des gens issus, parfois pourtant depuis plusieurs générations, de l'ancien empire colonial. La sensibilité mémorielle, le désir de reconnaissance ou de réparation, voire l'épouvantail de la repentance furent utilisés de manière privilégiée, jusqu'à priver les événements de toute lisibilité politique. L'auteur rappelle ici le rôle de certains historiens dans cette confusion et analyse les différences de positionnement des professionnels de l'histoire.

Cependant absence de lisibilité politique ne signifie pas absence de sens politique ou même d'usage et Romain Bertrand revient aussi sur les effets politiques de la mise en accusation de la colonisation de ces récentes années : une mise en cause de la République, sur la gauche de l'échiquier politique.

Que ce soit à droite ou à gauche, deux pensées extrêmes sur la colonisation et ses relations à la France contemporaine se sont épanouies en 2005, radicalisées par leur confrontation même. Ce livre nous les présente non comme des aberrations ou des errements mais comme l'expression de nouveaux possibles existant aujourd'hui au sein du champ politique français. Pour cette raison, il devrait intéresser bien au-delà des spécialistes.